

LES AROUCH : LA TRIBU À LA CONQUÊTE DE LA VILLE

Nassim Amrouche

Doctorante allocataire moniteur - Anthropologie Sociale et Culturelle

Résumé

Les émeutes qui ont ensanglanté la Kabylie au cours de l'été 2001 marquent une double rupture au sein de la revendication identitaire kabyle. Depuis le début de la contestation kabyle en avril 1980, les questions d'histoire du nationalisme s'affichent officiellement. Ces questions sont structurantes car elles donnent l'accès au politique contemporain ; ces patrimoines s'organisent dans un cadre revendicatif mû par la tribu. Cette dernière s'installe littéralement dans la ville, pourtant structurellement antithétique, afin de poser et d'organiser la revendication. Liant à la fois des questions d'Histoire, de patrimoines et de contestations culturelles, la ville comme outil et comme enjeu va permettre à l'opposition kabyle de créer dans ce cadre un objet total contestataire.

Abstract

The riots which brought bloodshed to Kabylie during the summer of 2001 indicate a double rupture within the Kabyle identity demand. The questions concerning the history of nationalism, which are structuring since they give access to contemporary politics, appear officially for the first time since the beginning of the Kabyle contestation in April 1980. In addition, these patrimories are organized in a protest setting, impelled by the tribe as a preservation of memory. Even though they are structurally antithetic in their form and their core, the tribe is literally settling in the city in order to put down and organize their demand. Linking History questions, patrimony and cultural contestation, the city, as a tool and as a stake, will allow the Kabyle opposition to create in this setting a totally dissenting object.

En avril 2001, le décès d'un lycéen, Massinissa Guermah, au sein d'une gendarmerie de Grande Kabylie, déclenche une vague de manifestations qui se solderont par une centaine de mort et un millier de blessés. Ces manifestations s'inscrivent dans un contexte particulier : celui des commémorations du Printemps berbère. Entamée en avril 1980, la revendication identitaire, linguistique et culturelle kabyle cherche une reconnaissance et une officialisation de la langue dans un État nation où l'arabe est la seule langue nationale et officielle. Cette revendication linguistique tente d'attaquer l'État algérien ayant pour fondement la guerre de libération nationale qui, une fois l'Indépendance acquise, fonde une nation constituée par l'identité arabo-musulmane.

C'est sur ces bases que la contestation kabyle va s'organiser. Mettant en œuvre différents outils et moyens, l'opposition kabyle s'attèle jusqu'en 2001 à construire la contestation autour de sa thématique phare – la culture – qui ne trouvait sa place que dans les villages fondateurs territoriaux de la tribu.

Les manifestations et les oppositions politiques de 2001 vont investir pour la première fois la ville pourtant antithétique des organisations segmentaires. Ce fait, à la fois social et politique, nous permet de saisir, dans ses paradoxes, les enjeux de l'espace urbain. À la fois nié comme constitutif d'une identité revendiquée, il reste un enjeu dans sa capacité à produire un sens politique et contestataire. C'est dans cette perspective que la ville subit des transformations, des aménagements mémoriels et symboliques afin de la « tribaliser » et lui permettre de devenir un espace-outil contestataire.

Cette question de l'espace reste un enjeu majeur du fait que par leurs liens avec la tribu, comme conservatoire de la mémoire, l'espace et le territoire sont porteurs de l'histoire constitutive et fondatrice de la nation.

La perspective d'une histoire dynamique du mouvement contestataire kabyle permet de saisir les formulations paradoxales de la ville tribalisée. S'en suivront une explicitation des investissements symboliques, matériels et mémoriels de la ville afin d'en comprendre son utilisation comme outil politique, pour finalement appréhender l'utilisation si tardive du mouvement contestataire kabyle de la ville comme objet et enjeu du politique.

1. LA FORMULATION DE LA REVENDICATION IDENTITAIRE KABYLE OU L'HISTOIRE COMME ENJEU DU POLITIQUE

1.1. LA FORMULATION D'UNE REVENDICATION À L'ÉPREUVE DE LA CULTURE

Le mouvement contestataire kabyle prend forme en avril 1980 suite à de violentes manifestations. L'interdiction d'une conférence sur la poésie kabyle ancienne qui devait être donnée à l'Université de Tizi Ouzou par Mouloud Mammeri, universitaire et auteur de renom, met le feu aux poudres. Rapidement soutenu par la population, le mouvement jusque-là universitaire, se transforme en manifestations de masse qui revendiquent la reconnaissance de la langue, de l'identité et de la culture kabyle. Niée par la Constitution même de l'État nation algérien qui ne reconnaît que l'arabe comme langue nationale et officielle, ces manifestations exigent une reconnaissance officielle de la langue kabyle (Salem Chaker, 2003).

Considéré comme l'acte fondateur de la contestation kabyle, le Printemps berbère d'avril 1980 est par ailleurs la première manifestation dans l'Algérie post-coloniale.

Cette revendication de la langue est utilisée comme une attaque structurelle de l'État dans le sens où elle s'attaque aux fondements même de la nation, définie ici comme le « vouloir vivre ensemble » (Ernest Renan, 2007).

Ces manifestations vont par ailleurs permettre au mouvement kabyle de s'organiser en associations et partis politiques, illégaux, afin de structurer et d'organiser la revendication. Constitués autour des comités de villages qui se veulent les héritiers des *djemaa* – anciennes instances pré-indépendance qui géraient les villages-tribus selon des compétences régaliennes –, les militants tentent de redonner sens à une culture tombée en désuétude du fait des dites politiques culturelles baathistes. C'est sur ces bases à la fois politiques et culturelles que le mouvement kabyle se formule et se structure marquant durablement l'opposition qui continue jusqu'à aujourd'hui. Cette utilisation de la culture comme outil contestataire s'impose alors que les mouvements d'opposition cherchent à créer une culture kabyle qui serait, dans sa *doxa*, antithétique de la culture arabo-musulmane étatique. Cette vision de la culture s'inscrit dans une utilisation uniquement politique qui ne se formule qu'en grande partie par la langue. Cette dernière est en fait un moteur contestataire dans le sens où elle permet d'extraire un groupe, une entité ethnique de l'ensemble culturel et linguistique auquel elle est censée appartenir. Cette revendication linguistique se formule dans un contexte où l'État nation algérien est en pleine phase de construction compte tenu de la proximité historique de l'Indépendance acquise en 1962.

Présenté dans les discours politiques comme fondateur de la contestation kabyle, le Printemps berbère tient, dans ses thématiques, les mêmes revendications que celles ayant ébranlé le mouvement nationaliste.

1.2. LA CRISE BERBÉRISTE OU LES FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES DE LA REVENDICATION KABYLE

Le mouvement d'avril 1980 s'impose comme acte fondateur de la contestation kabyle. Pourtant, ses thématiques renvoient à une crise, appelée crise berbériste ou crise de 1948-49, qui a ébranlé le mouvement nationaliste. En effet, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la métropole coloniale française perd son statut de puissance invincible, ouvrant ainsi le champ des possibles politiques pour les colonies. Cette défaite permet aux mouvements nationalistes algériens d'envisager une indépendance, à l'image de l'Indochine. Cette libération coloniale implique forcément un État indépendant fondé sur une nation, autrement dit un vouloir vivre ensemble qui caractériserait l'Algérie n'ayant connu jusqu'alors aucune forme de gouvernement centralisé si ce n'est la colonisation qui fonda un État sans nation (Benjamin Stora, 1992). Cette question de la nation, au sein des mouvements nationalistes, soulève en fait un certain nombre de problématiques dont la définition de la « personnalité » algérienne (Jean-Charles Scagnetti, 2005). Composée de différents groupes ethniques, linguistiques, etc. ceux-ci avaient été un enjeu colonial dans le sens où les populations furent instrumentalisées afin de créer des dissensions et des rivalités, évitant ainsi toute union contre le processus de conquête militaire français. Ces divisions ethniques intégrées, elles se reformuleront au sein même de la tentative de définition nationale. Le PPA-MTLD (Parti Populaire Algérien – Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), organisation politique nationaliste la plus puissante, prend en charge cette volonté de définition de la personnalité algérienne. Deux courants vont s'affronter. Le premier, revendique une Algérie algérienne, c'est-à-dire au sein de laquelle toutes les composantes ethniques seraient reconnues. Il est animé en grande majorité par des Kabyles. Cette conception de l'Algérie indépendante à venir s'oppose au courant arabo-musulman, incarné par son leader Messali Hadj qui finit par l'emporter suite à l'assassinat d'une partie des membres du premier courant. L'Indépendance acquise en 1962, l'Algérie se définit comme un pays d'essence arabo-musulmane ne laissant plus de place à tout autre « vécu identitaire » (Mohamed Harbi, 1984).

Cette conception et cette définition de la personnalité nationale sont lourdes de conséquences, au-delà du cadre identitaire. La guerre de libération nationale est posée comme l'acte fondateur de l'État nation algérien dont les légitimités politiques découlent. En effet, le rôle guerrier, réel ou supposé des *moudjahid*, est la condition *sine qua none* d'accès au politique et par conséquence de toutes formes d'influence sur la forme et le fond de l'État nation (ABDERRAHMANE MOUSSAOUI, 2000).

Ces perspectives politiques problématisent la contestation kabyle du fait qu'elle s'ancre dans une contestation, une revendication contemporaine mobilisant, de manière tacite, un patrimoine historico-politique dans lequel les Kabyles ont joué un rôle important.

Ce n'est qu'avec le mouvement des *arouch* en 2001 que la forme contestataire du Printemps berbère de 1980 et le fond politique de la crise de 1948-49 vont réussir à se formuler.

1.3. LES AROUCH OU L'HISTOIRE COMME OUTIL POLITIQUE

Suite au décès d'un lycéen dans un commissariat, en pleine commémoration du Printemps berbère, de violentes manifestations vont ensanglanter la Kabylie faisant une centaine de morts et un millier de blessés. Ces violences sont rapidement encadrées par une organisation sociale et politique : les *arouch*. Ceux-ci se revendiquent d'une organisation culturelle ancestrale dans la gestion de ce type de conflits. Liant à la fois l'aspect culturaliste et politique de la lutte, ils vont tenter de transformer les violences, en réaction à ce qui est considéré comme une atteinte à la Kabylie, en revendication politique.

Ce mode d'organisation porte intrinsèquement, dans son choix d'organisation, des paradoxes. En effet, les *arouch* présentent leur organisation dans une continuité historique de la lutte berbériste alors que ce mode d'organisation est apparu pour la dernière fois dans les années 1870, soit lors des dernières grandes oppositions à la conquête militaire coloniale française. Les *arouch* sont liés à l'*arch* qui n'est autre qu'un rassemblement, une union de différents territoires tribaux dans le souci de défendre un territoire commun en cas d'agression extérieure grave (Alain Mahé, 2002). Les *arch* disposaient de compétences juridiques, politiques et financières. Le mouvement de 2001 n'utilise qu'une partie de ces prérogatives. Le problème essentiel, pour l'observateur de ce mouvement, réside dans l'utilisation d'une organisation tribale ancienne dans un contexte contemporain où l'organisation segmentaire n'est plus efficiente.

Ce choix d'organisation réside dans la capacité à mobiliser une mémoire sociale afin de lui donner une efficacité politique. En effet, le mouvement des *arouch*, dans ses revendications, remet en scène la guerre de libération nationale avec sa cohorte de leaders nationalistes kabyles dont la mémoire sera, en partie, l'emblème de ce mouvement. L'iconographie de ce mouvement remet en scène des images, des photos des maquis kabyles afin d'attester de la continuité de la lutte nationaliste (annexe 1). Les discours des *arouch* positionnent le mouvement de 2001 dans la continuité du combat nationaliste et plus spécifiquement dans la continuité idéologique de la crise de 1948-49. Il s'inscrit par ailleurs dans la continuité du Printemps berbère de 1980 dans le sens où la langue reste le moteur de la revendication. Couplée à la mémoire de la crise berbériste, la revendication kabyle prend un sens historique total dans son positionnement face à l'État algérien. La revendication kabyle ne s'attaque pas à la forme de l'État mais à sa définition même contenue dans l'identité nationale. Mis en perspective face aux conditions d'accès au politique en Algérie – la légitimation guerrière –, le mouvement kabyle de 2001 s'insère dans le politique par l'Histoire. Ces questions d'Histoire marquent plus qu'une mémoire mais une légitimité à laquelle l'iconographie nationaliste kabyle répond dans un souci d'intégration et de légitimation politique.

Le mouvement contestataire kabyle se formule en 1980 par une revendication linguistique. Cet acte fondateur sera remanié jusqu'en 2001 où, avec le mouvement des *arouch*, il prendra sa pleine efficacité en contestant l'Histoire comme acte fondateur de la nation algérienne. Les moyens utilisés pour mener à bien ces contestations trouvent en 2001 la ville, pourtant antithétique de la tribu jusque-là outil de la revendication, comme objet total revendicatif.

2. LA VILLE TRIBALISÉE : L'ENJEU DU POLITIQUE

2.1. DE LA NÉGATION À L'APPROPRIATION : LE LIEU COMME MÉMOIRE

Depuis 1980, Tizi Ouzou s'est imposé comme le lieu de démonstration politique pour les différents mouvements contestataires identitaires. Pourtant la ville ne fait pas partie des imaginaires sociopolitiques kabyles : le village, en tant que vecteur de la tribu, a été la base organisationnelle de tous les mouvements. Au-delà de ces représentations politiques, la ville est aussi décriée car symbole des pouvoirs politiques et militaires contre lesquels les Kabyles ont dû se battre. En effet, Tizi Ouzou est née d'un *bordj* militaire turc, ici positionné pour sa centralité géopolitique régionale. La conquête militaire coloniale française réemploiera cette position dans sa longue et difficile conquête kabyle. Les perspectives d'implantation coloniale pousse l'administration à développer ce lieu afin d'administrer cette nouvelle région française. Seule localité urbaine régionale, Tizi Ouzou prend rapidement de l'ampleur et devient une centralité économique, politique et juridique, marquant ainsi la difficile implantation du pouvoir colonial (M. Dahmani, S. Doumane, S.Oualiken, Z. Saheb, 1993). Centre militaire au départ, la ville s'est aussi constituée par les villages autochtones, c'est-à-dire par l'implantation forcée de certaines populations issues des villages de montagne. Les révoltes de 1870 voient la Kabylie s'embraser, marquant les dernières grandes oppositions générales à la conquête militaire française. La violence de ces révoltes conduit l'administration militaire à démanteler les organisations tribales en déplaçant les communautés villageoises. Certaines seront, à travers leurs leaders, déplacées dans les bagnes de Nouvelle Calédonie et d'autres verront leurs villages déplacés à proximité du camp militaire de Tizi Ouzou (Mehdi Lallaoui, 1994).

Au cours de la guerre de libération nationale, l'armée française occupe fortement la Kabylie, à Tizi Ouzou en particulier, du fait de la forte mobilisation nationaliste dans cette région, développant encore la ville et ses abords.

L'Indépendance acquise, le nouvel État indépendant maintient ce statut de centralité urbain au détriment des communautés villageoises montagnardes qui ne bénéficient que d'un faible développement. Pourtant indépendante, l'Algérie maintient le découpage administratif colonial de la Kabylie, déléguant ainsi les compétences municipales à des centralités administratives sans rapport avec les communautés tribales villageoises et pérennisant le démantèlement des organisations sociopolitiques « traditionnelles ».

La ville, en tant que lieu mémoire, s'inscrit dans une opposition historique au mouvement contestataire kabyle qui se pense et est effiecent que dans et par la tribu. Pourtant, la ville va devenir un enjeu de taille lors des manifestations de 2001, brisant la dynamique de refus de la ville.

2.2. LA SUPERPOSITION DES MÉMOIRES

Au-delà des habituelles attaques physiques et symboliques envers les commissariats et autres gendarmeries, le mouvement des *arouch* a mené une guerre mémorielle et idéologique *via* la ville. Une confrontation toponymique s'est engagée entre l'État ici représenté par la *wilaya* (*i.e.* préfecture) et les responsables du mouvement, remettant en scène la guerre de libération nationale, enjeu de fond du mouvement (annexe 2 et 2 bis). Comme nous l'avons vu, cette guerre de décolonisation permet l'accès au politique duquel les berbéristes dénoncent une marginalisation liée non pas à l'individu mais au groupe porteur de mémoire sociale comme l'a définie Halbwachs (Maurice Halbwachs, 1994).

Cette confrontation toponymique marque la réappropriation identitaire d'un espace. En effet, bon nombre de rues ont été rebaptisées à l'effigie des leaders nationalistes kabyles, remplaçant les noms de rues données par les « libérateurs » historiques officiels. L'emblème de cette lutte peut être incarné par une place centrale qui est l'axe principal pour aller vers Alger et qui, par ailleurs, est entourée du Palais de Justice, de la gare routière principale et du commissariat central. Cet espace deviendra lors des manifestations de 2001 la place Lounès Maatoub, chanteur emblématique et charismatique de la lutte identitaire kabyle, assassiné pendant la décennie de terrorisme (annexe 3). Ce type de mutations toponymiques dépasse le cadre de la lutte politique visible. Les enjeux mémoriels étant encore très forts, cette appropriation de l'espace par un groupe illégitime, d'un strict point de vue légal, peut être envisagé comme une attaque de fond de la structure étatique. En effet, les noms choisis, ceux des leaders de la crise de 1948-49 ou des leaders nationalistes kabyles opposés à la construction d'une nation strictement arabo musulmane, remettent en scène ceux qui avaient lutté pour donner un autre sens à l'État-nation présent (Mohamed Harbi, 1980). Par le poids encore structurant de l'Histoire de la guerre de libération nationale, la toponymie revendicative est un outil, un moyen de contrer une histoire licite qui passe sous silence, qui censure une partie de cette histoire fondatrice et légitimante de la Nation.

Cette question de la toponymie prend ici un sens particulier du fait que son cadre d'action est urbain. Cette perspective est une nouveauté dans le sens où, jusqu'alors, la contestation kabyle se situait dans un cadre villageois qui intervenait dans la ville sans y trouver de fondements (Maxime Aït Kaki, 2004). La ville n'était qu'un support sans être un outil. Le mouvement de 2001 intervient donc dans un espace chargé de sens et d'histoire, connoté négativement aux vues du rôle qu'a joué la ville de Tizi Ouzou contre les populations montagnardes et villageoises.

Ces modifications toponymiques sont plus qu'un outil du politique, elles mettent en exergue des problématiques structurelles qui, sans la ville, sans la configuration de l'urbain, n'auraient pu s'exprimer.

2.3. LA SEGMENTARISATION DE LA VILLE

L'enjeu urbain, pour le mouvement de 2001, est passé par cette partie visible que sont la destruction d'édifices publics et une réappropriation mémorielle de l'espace publique. Ces outils revendicatifs ont été mis en place par un mouvement qui se revendique d'une organisation sociopolitique ancienne : le *arch*. Ce dernier n'a plus eu d'efficacité depuis les années 1870 – les dernières grandes oppositions à la conquête militaire coloniale française ; il est pourtant réemployé aujourd'hui. Par ailleurs, cette organisation n'entrait en action que lorsque le territoire subissait une atteinte grave de la part d'une force extérieure. La configuration politique de 2001 ne justifie pas, dans la continuité historique de l'organisation, son emploi. Le *arch* de 2001 font appel à un cadre social de la mémoire qui s'impose comme un puissant moteur de mobilisation. En effet, le *arch* unit des confédérations tribales qui, au-delà de leurs compétences sociopolitiques, sont l'incarnation de la conscience de groupe en tant que porteurs de mémoires. Cette mémoire unie, du fait de la conscience d'avoir un ancêtre mythique fondateur du groupe, permet par ce passé commun de s'envisager dans un futur commun (Jacques Berque, 2001). Organisation structurante de la vie sociale et politique au Maghreb, la tribu a néanmoins subi des changements profonds liés en partie à l'implantation de l'État, dominant les compétences régaliennes de la tribu et entraînant de profonds bouleversements sociaux et des mentalités.

La tribu, en tant qu'organisation politique en 2001, mobilise cet aspect mémoriel et historique incarné dans et par la lutte berbériste. C'est justement cette capacité à mobiliser la mémoire qui est investie dans la ville pourtant antithétique des organisations segmentaires.

Tizi Ouzou est un enjeu majeur de la contestation du Printemps noir. Territoire de visibilité politique, la ville subsume en grande partie l'histoire si problématique de la région. Liant à la fois l'histoire

politique, nationaliste et culturelle de la région, la ville avait été jusqu'alors marginalisée de la revendication préférant la tribu comme enjeu mémoriel et politique (Jocelyne Dakhli, 1990).

La ville a donc subi un processus de « segmentarisation » en réinvestissant les quartiers dits historiques afin de les réaligner sur les fonctionnements tribaux des villages (annexe 4). Cette tribalisation permet de réactiver les mémoires politiques de la ville et donner une visibilité au caractère kabyle de la ville. En effet, Tizi Ouzou vit une guerre de mémoire et d'identité dans le sens où sa centralité administrative, économique, juridique lui confère un statut de ville étatique et par conséquent de ville du pouvoir, opposée aux contestations berbéristes.

Cette segmentarisation est notamment passée par une remise en fonctionnement des comités de villages devenus pour l'occasion comités de quartiers, unis selon les affinités historiques et politiques en *arch*, intégrant ainsi les autres confédérations villageoises (Mohamed Brahim Salhi, 1999). Il est intéressant de noter que tous les quartiers n'ont pu participer à cette réorganisation tribale de la ville du fait de l'absence de mémoire « locale ». Cette question de la mémoire locale porte véritablement les enjeux de la contestation. Les quartiers organisés en *arch* ont ainsi pu intervenir dans et par la ville. Les modifications toponymiques, les réinvestissements des lieux dont la mémoire est devenue un enjeu politique ont permis à ces nouvelles confédérations de rentrer pleinement dans l'opposition berbériste, créant ainsi une nouvelle dynamique (annexe 5).

La question de l'histoire du nationalisme, enjeu majeur du politique algérien, a trouvé dans la ville un lieu d'expression et de mobilisation sans précédent. Outil contestataire exceptionnel, la ville a permis une visibilité incarnée par la mémoire locale et agissant par les défis territoriaux comme enjeu national : la soustraction imposée par une décolonisation officielle d'un espace, appartenant à l'espace national, remet en cause cette définition de la nation tant contestée.

3. LA VILLE COMME ENJEU CONTEMPORAIN DE LA CONTESTATION

3.1. DE LA VILLE AU VILLAGE OU LA MUTATION DE LA CONTESTATION

La formulation de la contestation à travers la ville ne s'est effectuée qu'en 2001. Ce glissement du village à la ville correspond à un moment particulier de l'histoire algérienne. Les contestations de 2001 sont les premières oppositions politiques depuis la fin de la décennie de terrorisme islamiste qui a ensanglanté le pays pendant plus de dix ans. Cette « décennie noire » a muselé toute forme d'opposition politique compte tenu de la violence engagée contre l'État. Cette période de violence a profondément bouleversé le pays, au-delà du traumatisme humain. L'État nation s'est retrouvé décrédibilisé par l'opposition islamiste : attaques de casernes militaires, de postes de gendarmerie et de police, zones gérées par les groupes armés sans que les forces de sécurité puissent y intervenir... Parallèlement, l'État a, pendant cette période, libéralisé l'économie : une grande partie des anciennes entreprises nationales, à l'exception des hydrocarbures, a été vendue, à bas prix, sur un marché en pleine crise liée au terrorisme. Cette privatisation de l'économie, à l'image des autres anciennes républiques démocratiques et populaires, ne s'est pas accompagnée d'une ouverture politique. Au contraire, le terrorisme islamiste est né de la suspension du processus électoral –le Front Islamique du Salut avait remporté les premières élections libres et multipartites en 1989. Ces bouleversements changent profondément l'État nation algérien dans le sens où l'ouverture est marquée par une incapacité à endiguer la crise sécuritaire, politique et économique que connaît le pays (ABDERRAHMANE MOUSSAOUI, 2006).

Cette configuration nationale pousse les régions à se replier sur elles-mêmes, créant des autarcies sécuritaires. La Kabylie, qualifiée de « petite Suisse » pendant la guerre civile, ne vit pas les violences qui ensanglantent le pays. Cette paix relative creuse encore l'écart lié au mouvement d'avril 1980 avec

le reste du territoire. La mise entre parenthèses de la contestation kabyle pendant plus de dix ans ne signifie pas pour autant un arrêt de la contestation. Le meurtre d'un lycéen dans un commissariat en pleine commémoration du Printemps berbère réactive une charge émotionnelle lourde et tue pendant plus de dix ans. L'incapacité étatique à assurer la sécurité collective pendant la décennie noire sape toute forme d'autorité du pouvoir central, laissant la liberté aux mouvements kabyles d'investir l'un des derniers bastions symboliques de l'État en Kabylie.

La privatisation d'un bon nombre de secteurs de l'économie pousse aussi les villageois à investir la ville aussi bien économiquement que physiquement.

La croisée de ces mutations politiques, économiques et sociales modifie en profondeur la manière dont les Kabyles vont percevoir et occuper des espaces jusqu'à présent délaissés car assimilés, stigmatisés comme étant des territoires gouvernementaux.

3.2. LA GARE ROUTIÈRE ET LE « CHAUDRON » OU LA CONSCIENCE DE GROUPE PAR L'ESPACE

Cet investissement de la ville se perçoit par la sur-occupation du lieu. Très présentes en ville, les populations issues des villages migrent quotidiennement vers la ville afin d'y travailler, commercer... Cette utilisation de l'urbain est très récente. Liée en partie aux changements de représentation qu'a vécu la ville, il faut aussi tenir compte des moyens d'accès mis en place récemment. La libéralisation de l'économie pendant la décennie noire n'a pas concerné que les grandes entreprises d'État. L'autorisation d'investir dans le secteur privé naissant a vu une prolifération d'initiatives individuelles encouragées car censées compenser le manque que les organisations publiques n'avaient su ou pu mettre en œuvre. C'est justement sur ces bases que s'est organisé, avec l'appui des comités de villages, un réseau très dense de transports entre les villages et la ville. Ces transports publics – un réseau de minibus – ont eu une grande influence sur la population. Pour la première fois, les populations jusque-là enclavées sur leurs territoires tribaux pouvaient se rencontrer hors d'un contexte de lutte. Les gares routières des minibus ont été implantées sur les anciennes places du marché hebdomadaire, suspendu au début de la guerre de décolonisation. Ces déplacements ont permis une mobilité de toutes les localités vers un centre qui a pu brasser divers horizons. Bon nombre ont pu découvrir les « autres » Kabyles, confronter leurs histoires, leurs langues, et créer finalement une kabylité globale. Si apparente dans le discours politique, cette régionalisation de la lutte et cette conscience de l'Histoire n'étaient pas une chose acquise en dehors des cadres militants, pour la plupart issus de la cité des Genêts appelée le « Chaudron ». Cette ancienne cité administrative coloniale occupée à l'Indépendance par les habitants de Tizi Ouzou a vu cohabiter des Kabyles issus de différentes régions de la Kabylie. Cette cohabitation a permis, selon les habitants de cette cité, de créer une conscience collective de la kabylité car ils ont pu confronter leurs vécus de la guerre et leurs histoires locales. Proche de l'université et du stade emblématique de la Jeunesse Sportive de Kabylie, lieu de revendications politiques à travers le football, cette cité a été et est le point de départ de tous les mouvements contestataires (annexe 6).

Qu'il s'agisse de la gare routière ou du Chaudron, ces espaces urbains ont permis aux communautés villageoises de se croiser, de se rencontrer pour s'envisager finalement comme appartenant au même groupe de mémoire.

3.3. LA CROISÉE DES CHEMINS OU LA VILLE COMME LIEU DE MÉMOIRE CONTESTATAIRE

Tant décriée pour ces fonctions mémorielles répressives, la ville est devenue l'enjeu symbolique d'une lutte, mais aussi un outil formel de la contestation car elle a créé un cadre jusque-là

inexploité et permis de créer une conscience de groupe liée à la rencontre de populations jusqu'alors isolées dans les communautés villageoises.

Cet essor mémoriel de la ville a produit, paradoxalement, un renforcement de la vie des villages par leurs investissements symboliques. Si la ville a été un enjeu, un outil, elle ne l'a été, dans les discours militants, que par les villages qui produisent une base, un sens à la contestation du fait qu'ils sont le lieu de résidence, les fondements de la tribu qui s'est exprimée dans et par la ville. Ce nouveau sens des villages s'est incarné par des rapprochements entre communautés villageoises appartenant au même arch qui jusque-là n'avaient que peu de rapport. Par ailleurs, les enjeux mémoriels très forts pendant les oppositions de 2001 ont redonné un sens à une histoire de la guerre de libération nationale censurée jusqu'alors. Bon nombre de communautés villageoises ont vu des parutions littéraires, historiques ou des documentaires illustrer le rôle de personnalités politiques ou intellectuelles.

Appuyé par cet essor, ce « surplus » de mémoire (Raphaëlle Branche, 2005) dans le contexte tribal a rejailli sur la ville qui s'est elle aussi dotée de personnalités et d'histoires locales qui ont redonné une kabyllité aux quartiers historiques de la ville, la rattachant ainsi à la contestation kabyle. Essentiellement localisés sur la partie haute de la ville, ces quartiers historiques urbains ont renoué des liens avec leurs lieux d'antan. Ces quartiers, comme nous l'avons vu, sont issus de communautés tribales insurgées en 1870 et expropriées dans la ville. Après le mouvement de 2001, ces communautés se sont rattachées à leurs villages « d'origine », renouant ainsi un lien mémoriel. Ce renouveau de l'histoire contribue à re-kabylliser la ville et la placer ainsi dans la dynamique contestataire du mouvement de 2001.

CONCLUSION

L'acte fondateur de la contestation identitaire kabyle, le Printemps berbère d'avril 1980, prend racine dans une crise politique et idéologique au sein même du mouvement nationaliste algérien. Cette crise, qui opposa des courants cherchant à définir l'essence de l'État nation indépendant à venir, se solde par l'élimination des membres du courant de l'Algérie algérienne laissant un patrimoine, une mémoire prégnante. Reformulée aujourd'hui du fait que l'histoire de la guerre de décolonisation structure et légitime le politique contemporain, ces réinvestissements mémoriels trouvent dans la tribu un support et un outil qui, à travers la langue, permettent d'attaquer les fondements même de la nation.

Jusqu'en 2001, la revendication identitaire kabyle s'appuyait dans et par la tribu, et par conséquent au sein des villages, pour mener l'opposition.

La décennie de terrorisme islamiste a changé la configuration politique nationale dans le sens où l'État n'ayant pu mettre rapidement fin aux violences, celui-ci a perdu toute crédibilité et autorité envers ses administrés. Couplée à la revendication identitaire kabyle, cette conjoncture politique a vu naître dans la ville même, pourtant historiquement représentée comme appartenant à l'État tant critiqué, un mouvement contestataire. Ce dernier a largement dépassé, dans son fond revendicatif, toutes les autres contestations. Liant à la fois la forme d'avril 1980 et le fond idéologique de 1948-49, les *arouch* ont réinvesti la ville. La retribalisation de certains quartiers, *via* les comités de quartiers, mais aussi la guerre toponymique engagée contre l'État marquent les enjeux mémoriels et finalement politiques que la ville a mis en exergue. Tizi Ouzou a pu jouer ce rôle grâce à sa centralité régionale. Le développement des infrastructures routières a permis une rencontre entre des gens issus de communautés jusque-là isolées. Cette croisée de populations a aussi été une croisée de vécus identitaires qui étaient encore l'apanage d'une revendication.

La ville permet de réunir des patrimoines, des histoires et des vécus dans un cadre jusque-là décrié. Ces mêmes paradoxes sont en suspend car la région et la ville vivent de profondes mutations liées à une ouverture économique toujours grandissante, remettant en jeu la contestation stato-nationale.

ANNEXES

Annexe 1



Affiche du mouvement des aouch

Le montage photographique met en scène divers maquis en Kabylie avec leurs leaders. Ce type d'iconographie est d'autant plus subversif qu'il est censuré de l'histoire officielle et des enseignements de l'Histoire, créant ainsi une contre-mémoire nationale.

Annexe 2



Square central de Tizi Ouzou – « Square du 1^{er} novembre »

En référence à la date du déclenchement de la guerre, ce square est l’emblème et le symbole du pouvoir qui tire sa légitimité à gouverner de son rôle guerrier. Ce square a vu sa stèle martelée pendant le Printemps noir.

Annexe 2 bis



Banderole de la *wilaya* sur l’université de Tizi Ouzou

Symbole de la contestation, l’université voit ses grilles réquisitionnées par les représentants de l’État afin de proposer une autre version de l’Histoire que celle proposée par les *arouch*.

Annexe 3



Place Lounès Maatoub

Cette place centrale réunit à la fois le commissariat central, le Palais de Justice et la gare principale. La route mène vers Alger, symbole décrié du pouvoir. Le baptême de cette place permet aux arrivants de s'insérer dans un espace nouvellement culturalisé par la contestation kabyle.

Annexe 4



Découpage des quartiers dits de la « haute ville » peuplés par des villageois expulsés de leurs territoires tribaux après les révoltes de 1870

Annexe 5



Place des martyrs du Printemps noir

Cette stèle est posée en face de la gendarmerie principale qui fut le lieu de violents affrontements où une vingtaine de jeunes sont décédés par balle lors des manifestations. À la fois commémorative et revendicative, cette stèle marque la volonté de soustraire un espace très étatique, la gendarmerie, au profit du mouvement revendicatif kabyle.

Annexe 6



Panneau commémoratif d'un jeune décédé pendant les affrontements de 2001. Il est situé à l'entrée des Genêts ou « Chaudron ».

- BIBLIOGRAPHIE -

Aït Kaki M. (2004), *De la question berbère au dilemme kabyle à l'aube du XXI^e siècle*, L'Harmattan, Paris.

Berque J. (2001), *Qu'est-ce qu'une tribu nord-africaine ? Opera Minora II. Histoire et anthropologie du Maghreb*, Bouchène, Paris.

Branche R. (2005), *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Seuil, Paris.

Chaker S. (2003), « La question berbère dans le Maghreb contemporain : éléments de compréhension et de prospective », *Diplomatie – Magazine*, n° 3, mai – juin.

Dahmani M., Doumane S., Oualiken S., Saheb Z. (1993), *Tizi Ouzou : Fondation, croissance, développement*, Aurassi DBK, Tizi Ouzou.

DAKHLIA J. (1990), *L'OUBLI DE LA CITÉ. LA MÉMOIRE COLLECTIVE À L'ÉPREUVE DU LIGNAGE DANS LE JÉRID TUNISIEN*, La Découverte, Paris.

Halbwachs M. (1994), *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, Paris.

Harbi M. (1980), *Le FLN, mirage et réalité : des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Jeune Afrique, Paris.

Harbi M. (1984), *1954, LA GUERRE COMMENCE EN ALGÉRIE*, COMPLEXES, BRUXELLES.

Lallaoui M. (1994), *Kabyles du Pacifique. Au nom de la mémoire*, Bezons.

Mahé A. (2002), *Histoire de la Grande Kabylie XIX-XX^e siècles. Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*. Bouchène, Paris.

MOUSSAOUI A. (2000), « ALGÉRIE, LA GUERRE REJOUÉE », *LA PENSÉE DE MIDI*, n° 3, pp. 28-37.

MOUSSAOUI A. (2006), *DE LA VIOLENCE EN ALGÉRIE, LES LOIS DU CHAOS*, ACTES SUD /MMSH, ARLES.

Renan E. (2007), *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Le mot et le reste, Marseille.

SALHI M.B. (1999), « MODERNISATION ET RE-TRADITIONALISATION À TRAVERS LES CHAMPS ASSOCIATIF ET POLITIQUE : LE CAS DE LA KABYLIE », *INSANIYAT*, n° 8, pp. 48-59.

Scagnetti J.-C. (2005), « Identité ou personnalité algérienne ? L'édification d'une algérianité (1962-1988) », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 66, pp. 1-11.

Stora B. (1992), *La Gangrène et l'oubli : la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris.